

# DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE D'HERLIER

Séance du lundi 4 juillet 2022 - Convocation du 28

Salle Georges Denis – 20h00

Envoyé en préfecture le 07/07/2022  
Reçu en préfecture le 07/07/2022  
Affiché le  
ID : 059-215903030-20220704-2022034-DE

20 22 - 0 3 4

**Etaient présents** : Monsieur le Maire, Bernard DEBEER, Audrey BERNARD, Eric LALOY, Christophe BAILLIE, Freddy BERNARD, Adjoint, Marie-Camille RUOCCO, Frédéric CHRETIEN, Natacha COUCHY, Thierry HOCMAN, Conseillers Délégués, Bruno BOUCQ, , Sylvie FASQUEL, Clotilde LOBRY, Marie-Françoise AUGER, Emilie LOBODA, Catherine CATTEAU

**Excusés** : Valérie CHARLET a donné procuration à Clotilde LOBRY  
Guillaume PUIG a donné procuration à Marie-Camille RUOCCO  
Christian DUQUESNE a donné procuration à Marie-Françoise AUGER  
Isabelle MOULIN

\*\*\*\*\*

## **V - Protection fonctionnelle des Agents de la Commune.**

L'article 11 de la loi du 13 juillet 1983 instaure donc une protection au bénéfice des agents publics dans deux cas de figure :

1. L'administration est tenue de protéger ses agents contre les attaques dont ils peuvent être victimes dans l'exercice de leurs fonctions et, plus précisément, contre les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages.
2. Elle doit les protéger lorsqu'ils font l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits commis dans l'exercice de leur mission et qui n'ont pas le caractère d'une faute personnelle.

Ils bénéficient également d'une garantie s'ils font l'objet d'une condamnation civile prononcée à raison d'une faute de service. Cette double obligation de protection et de réparation n'existe que dans l'hypothèse où un lien de cause à effet peut être établi entre l'agression subie par le fonctionnaire et les fonctions qu'il exerce.

Peu importe que l'agression se produise ou non sur le lieu de travail, pendant ou en dehors du temps de travail.

Ce qui compte c'est de pouvoir établir un lien direct et certain avec l'exercice de la profession.

L'agent est libre d'utiliser ou non la protection fonctionnelle.

Toutefois, dès qu'il en fait la demande et que les conditions sont remplies, l'administration employeur est tenue de la mettre en œuvre.

Monsieur le Maire propose d'accorder la protection fonctionnelle aux agents dès lors qu'ils en feront la demande.

Vu l'article 11 de la loi du 13 juillet 1983,

Vu le décret n°2017-97 du 26 janvier 2017 relatif aux conditions et aux limites de la prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par l'agent public ou ses ayants droit,

Vu la circulaire du 2 novembre 2020 visant à renforcer la protection des agents publics face aux attaques dont ils font l'objet dans le cadre de leurs fonctions,

**Vu** l'avis favorable de la Commission Finances Administration Générale et Ressources Humaines du 21 juin 2022,

20 22 - 0 3 4

Le Conseil Municipal, après discussion, **et à l'unanimité**, décide de la  
protection fonctionnelle aux agents de la Commune dès lors qu'ils en

Envoyé en préfecture le 07/07/2022

Reçu en préfecture le 07/07/2022

Affiché le

ID : 059-215903030-20220704-2022034-DE

Ampliation de la présente délibération sera adressée à Monsieur le Préfet du Nord pour  
enregistrement en ses services.

En séance, les jour, mois et an susdits.

Pour copie conforme,

Monsieur le Maire,

Bernard DEBEER



Le Maire :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- Informe qu'en application des dispositions du décret n°1025 du 28 Novembre 1983, modifié, les décisions administratives peuvent être contestées par voie de recours devant le Tribunal Administratif et ce dans un délai de 2 mois à compter de leur notification

TRANSMIS EN PREFECTURE EN DATE DU 07/07/2022